Lutte contre la corruption au Burundi : L’Olucome en appelle au G8

PANA, 31 mai 2011Une ONG demande des restrictions sur les visas de personnalitÃ©s corrompues au BurundiBujumbura, Burundi - L'Observatoire de lutte contre la corruption, les malversations Ã©conomiques (OLUCOME, une ONG locale indÃ©pendante) a fait Ã©tat, mardi, d'une correspondance qu'elle a adressÃ©e au groupe des pays les plus industrialisÃ©s du monde (G8) leur demandant de cesser de dÃ©livrer des visas d'entrÃ©e aux personnalitÃ©s burundaises qui doivent rÃ©pondre de dossiers de corruption pour un montant global de 80 millions de dollars amÃ©ricains.Il s'agit d'une liste de 50 personnalitÃ©s dont les noms n'ont pas Ã©tÃ© rendus publics et qui auraient dÃ©tournÃ© Ã elles seules un montant global de l'ordre de 80 millions de dollars amÃ©ricains au cours de ces derniÃ¨res annÃ©es, a laissÃ© entendre le prÃ©sident de l'OLUCOME Ã la pointe de la lutte contre la corruption.
"Le G8 se doit d'appliquer le principe de la solidaritÃ© internationale au peuple burundais qui est de plus en plus menacÃ© par les pratiques de corruption, alors qu'il Ã©tait dÃ©jÃ au bas de l'Ã©chelle de l'Ã©conomie mondiale", a-t- estimÃ©. Xinhua, 31/05/2011Burundi : une ONG demande au G8 d'imposer des restrictions de voyage aux personnes accusÃ©es de corruptionÂ L'Observatoire pour la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (OLUCOME), ONG burundaise, a rÃ©cemment adressÃ© une correspondance aux pays du G8, leur demandant d'imposer des restrictions de voyage Ã des personnalitÃ©s burundaises soupÃ§onnÃ©es d'Ãªtre corrompues."AprÃ¨s avoir vu que le gouvernement et la justice n'ont pas voulu traiter les dossiers qui leur ont Ã©tÃ© adressÃ©s, soit par l' OLUCOME, soit par d'autres institutions publiques de lutte contre la corruption, l'OLUCOME a pris la dÃ©cision d'Ã©crire aux pays du G8 pour leur demander de prendre des mesures de restriction dans l' octroi de visas en faveur des autoritÃ©s corrompues", a indiquÃ© mardi le prÃ©sident de l'OLUCOME, Gabriel Rufyiri, lors d'une confÃ©rence de presse."Dans ces dossiers, il y a au moins 90 millions de dollars et ce sont plus de 50 personnes qui sont concernÃ©es", a-t-il dit, sans vouloir donner la liste de ces personnes.M. Rufyiri a dÃ©clarÃ© qu'il se rÃ©fÃ¨re Ã la convention internationale de lutte contre la corruption adoptÃ©e le 31octobre 2003 par l'AssemblÃ©e GÃ©nÃ©rale de l'ONU, aux conclusions de la rÃ©union du G8 tenue Evian le 10 juin 2004 visant la restriction des visa pour les personnalitÃ©s corrompues, Ã la proclamation du 12 janvier 2004 du gouvernement des Etats-Unis visant l' interdiction d'entrÃ©e des personnes corrompues sur le territoire amÃ©ricain.Il a indiquÃ© que les dossiers dont il est question ont Ã©tÃ© respectivement traitÃ©s par l'OLUCOME, l'inspection gÃ©nÃ©rale de l'Etat, l'inspection gÃ©nÃ©rale de la police et la cour anticorruption.L'OLUCOME regrette qu'elle "n'a eu aucune occasion d'assister au moins Ã un cas oÃ¹ les diffÃ©rents gouvernements du Burundi qui se sont succÃ©dÃ©s auraient manifestÃ© une volontÃ© de mettre les choses en ordre malgrÃ© les outils prÃ©ventifs tant nationaux quâ€™internationaux", a relevÃ© M. Rufyiri.